

# La pérennité des conflits en Afrique du Sud et Australe

**Philippe Chapleau**

Pour de nombreux Sud-Africains, l'entrée dans la dernière décennie du siècle avait des chances de marquer l'avènement d'une ère nouvelle. Commentateurs et hommes de la rue se prenaient à espérer dans un règlement final de "la question sud-africaine". Le spectre des violences de 1960, 1976 et 1985 s'évanouissait. L'intransigeance raciale, la militarisation de la société et l'obstination du régime Botha n'étaient plus que de mauvais souvenirs : le pays pouvait dorénavant s'engager, résolu et confiant, sur un itinéraire jalonné par des négociations, des élections et une réconciliation probable.

Un an plus tard, l'enthousiasme lyrique est retombé. Grâce à des médias finalement libérés de la censure, le public sud-africain a pris conscience qu'aucun conflit n'avait été réglé et que la violence restait omniprésente. On se bat dans les townships, dans les écoles, dans les églises et dans les lieux de travail. On se bat à Soweto, Port Elizabeth, Tokoza et Kagiso. Les attentats se multiplient à Johannesburg et Pretoria, et touchent les quartiers blancs ; les homelands que l'on tenait à l'écart réintègrent par la violence l'Afrique du Sud ; les marginaux et les fanatiques de tous bords s'arment et promettent l'apocalypse. Le processus de marginalisation et "d'antagonisation" s'est tellement développé dans le pays au cours de l'année 1990 que la bipartition traditionnelle des belligérants a éclaté ; le nombre des partis en ligne a triplé, peut-être quadruplé. De nouveaux espaces et de nouvelles catégories de population sont touchés par la violence, l'Afrique du Sud est bien restée un "champ de bataille".

Certes, la nouvelle donne géopolitique dans le sous-continent a imposé une nouvelle configuration globale de la conflictualité où le rôle de la RSA a évolué. Le glacis qu'elle avait établi a été redessiné, et les impératifs stratégiques de Pretoria ne sont plus d'ordre militaire mais économique.

Seulement, ce mouvement de "pacification" à l'extérieur a masqué, pour les observateurs occidentaux, le processus d'intensification des conflits à l'intérieur. Il leur a caché les conséquences imprévisibles et néfastes que ce processus pourrait avoir, non seulement sur l'avenir de la RSA, mais aussi sur celui du continent dans son ensemble. En effet, l'abandon de l'Afrique par l'Occident, doublé d'un échec du processus de paix en Afrique australe, déboucherait sur une

exacerbation des tensions ethniques, interétatiques et économiques à l'échelle continentale ; la ruine, déjà partielle, de l'Afrique serait complète à l'issue d'une telle déflagration.

### **La fin du glacis : retour à la paix ?**

Ce scénario pessimiste doit être nuancé. D'importants progrès ont été, malgré tout, réalisés en 1989 et ont permis de réduire l'intensité de la violence armée en Afrique australe, bien que les combats fassent toujours rage au Mozambique entre le Frelimo et la Renamo, ainsi qu'en Angola entre les forces gouvernementales et l'Unita de Jonas Savimbi. En effet, si les conflits ne semblent pas avoir été réglés, du simple fait de la cessation des activités sud-africaines (retrait des troupes d'Angola, arrêt de l'aide à la Renamo), cela a cependant considérablement fait évoluer la situation en poussant les adversaires à la négociation faute de ressources extérieures mobilisables dans le conflit [1].

En Angola, alors qu'aucune des forces en présence ne semble en mesure de l'emporter militairement, depuis les retraits cubains et sud-africains, on s'achemine tant bien que mal vers un compromis entre le régime Dos Santos et les rebelles de Savimbi [2].

Au Mozambique, le président Chissano risque bien de réussir l'impossible : réaliser la libéralisation de la société et l'ouverture vers l'Ouest. Le grand perdant serait alors la Renamo. A. Dhlakama, commandant en chef de la Renamo, conscient du rapprochement mozambico-sud-africain, se dit prêt à négocier et à accepter la médiation de Pretoria. En effet, la situation échappe de plus en plus aux rebelles qui n'ont plus que l'arme de la famine et du chaos chronique dans un pays ravagé par les combats pour se perpétuer [3]. D'ancien ennemi, le Mozambique est en passe de devenir un nouveau partenaire économique de Pretoria qui entend profiter de l'assistance financière européenne promise à Chissano et décrocher ainsi les contrats pour la reconstruction du pays. Mais la preuve la plus éclatante de la volonté sud-africaine de terminer ses manoeuvres de déstabilisation aura été l'octroi de l'indépendance à la Namibie le 21 mars 1990. Après plus de 70 ans d'occupation et 20 ans de guerre, l'ancienne colonie allemande semble avoir trouvé la paix. Même si la situation financière du nouvel État est encore précaire, aucune des prévisions les plus pessimistes ne s'est réalisée. Les partis conservateurs blancs ont peu fait parler d'eux. Les démobilisés de la Swapo et de la Swatf cohabitent et essaient d'oublier la guerre. Le monde des affaires accueille favorablement la politique économique

libérale de Nujoma. Quant à l'Afrique du Sud, elle maintient une présence constante, logistique, financière et industrielle, dont la Namibie pourrait difficilement se passer. Le seul litige potentiel entre la Namibie et son ancien tuteur reste le port en eau profonde de Walvis Bay. Pour la RSA, Walvis Bay était initialement le meilleur instrument de persuasion coercitive sur le gouvernement namibien, si la Swapo avait permis l'installation de bases de l'ANC sur son territoire, mais l'évolution politique en RSA même n'a obligé ni Nujoma à se plier aux règles de solidarité des mouvements anti-apartheid, ni Pretoria à menacer la Namibie d'étranglement. Sans que l'on puisse parler de retour à la paix, car les raisons internes des conflits expliquent leur prolongation, la fin des activités sud-africaines qui les exacerbaient diminue leur intensité. Que les résidents des townships d'Afrique du Sud aient décerné à Frederick De Klerk le titre de Comrade (camarade de lutte contre l'apartheid) illustre bien le virage radical de la politique intérieure de Pretoria depuis le départ du président Botha en août 1989. Une brève chronologie de la "libéralisation" entreprise permettra d'apprécier l'ampleur des progrès réalisés (Cf. tableau 1, fin de l'article)

### **La prétoriastroïka : vers la paix civile ?**

Frederick De Klerk profite de cette conjoncture internationale plus favorable pour faire passer l'idée que sa politique mène aussi à une paix civile interne. Mais qu'en est-il ? Pour G. Viljoen, le ministre sud-africain du Développement constitutionnel, quatre facteurs ont provoqué la dédramatisation politique et permis les transformations actuelles : l'effondrement du communisme et la cessation de l'aide apportée aux mouvements de libération ; la prise de conscience que la lutte armée et la répression ne résoudront pas la crise ; l'échec socio-économique et moral de l'apartheid, et, enfin, l'imposition des sanctions internationales [4].

Selon l'agenda établi par le gouvernement, le démantèlement progressif de l'apartheid devra culminer en 1991-1992. L'abrogation du Group Area Act et du Land Act est prévue pour la session parlementaire de 1991, et la refonte de la Constitution devrait être entamée au même moment. Mené à bien, ce scénario devrait changer radicalement la face de la société sud-africaine et désinstitutionnaliser la discrimination raciale.

Seulement, les conséquences de la prétoriastroïka sont ambiguës. Certes, certains éléments positifs peuvent être notés, mais il ne faut

pas occulter la prolongation de vieilles lignes de fractures internes et l'apparition de nouveaux conflits.

Tout d'abord, on assiste à une démilitarisation de la RSA : démilitarisation qui est à la fois matérielle et psychologique. La fin des opérations en Namibie et en Angola ainsi que la renonciation à la politique d'agression régionale ont conduit à une restructuration de l'armée et de l'industrie de guerre, le service national a été réduit de moitié (un an au lieu de deux) et la réorganisation de l'armée de terre et des forces aériennes a provoqué le démantèlement d'une vingtaine d'unités [5]. Psychologiquement, la société blanche sud-africaine tente de s'extirper de la mentalité de siège des années 80.

L'état de garnison a vécu mais il sera plus difficile de remodeler l'inconscient de la nation blanche que de démobiliser pour économiser [6]. La libéralisation a également favorisé l'action des mouvements d'opposition. Le PAC, le SACP (parti communiste) et surtout ont dorénavant "pignon sur rue". L'ère de la clandestinité est close. Les "activistes" sont donc en mesure de recruter, de tenir des réunions, sans vivre dans la crainte constante d'être arrêté ou abattus. L'effondrement du grand apartheid verwoerdien va aussi provoquer celui des bantoustans. Du Bophuthatswana au Kangwane, l'exigence est la même : réintégration [7]. Mais l'option choisie par le gouvernement d'un régime multiracial et la crainte d'une dictature à l'africaine qu'elle entraîne ont favorisé les desseins de la droite conservatrice blanche. On compte plus d'une centaine de groupes d'extrême droite, bien décidés à ne pas se soumettre à l'autorité des Noirs, et prêts à lutter pour préserver la nation blanche. Unique représentant parlementaire de la droite, le parti conservateur d'Andries Treurnicht entend défaire légalement électoralement le régime De Klerk pour réinstaurer l'apartheid, mais n'exclut pas l'option armée. Ce que la prétoristaïka ne dit pas, c'est l'éclatement du tissu social qu'elle induit, les nouvelles formes de violence qu'elle provoque, les anciennes qu'elle réanime et "publicise".

### **Le polymorphisme de la violence**

Le concept spatial de "front agressivité" sud-africain, entre une Afrique blanche et une Afrique noire s'est réorienté. Il ne se lit plus comme une géopolitique instrumentale "territorialisant" les conflits se car les formes polémogènes qui le constituent sont diffractées, éclatées, et se définissent maintenant autant, sinon plus, en fonction de vecteurs idéologiques que de vecteurs spatiaux. Ces formes que l'on peut qualifier du terme générique de "violence" sont l'expression de la

prolongation, de l'émergence ou de la ré-émergence de six types de conflictualité : la répression étatique et para-étatique, la montée de la droite belliciste, la répression dans les homelands, la montée de la criminalité, les conflits syndicaux, les combats sur fond ethnique.

### *La répression étatique et para-étatique*

Il serait candide de croire que les mesures annoncées par le président sud-africain ont été suivies par un arrêt général de la répression et des activités policières. A de nombreuses reprises, le gouvernement sud-africain a indiqué qu'il n'accepterait aucun débordement et que l'ordre public serait sauvegardé. Malgré la levée de l'état d'urgence, les lois sur la sécurité permettent toujours, comme par le passé, une répression officielle et formalisée. Les autorités disposent de deux lois fondamentales. La première, promulguée en 1953 et amendée en 1986, permet de déclarer l'état d'urgence ou d'imposer à certaines régions le statut de zones de troubles (unrest area), la seconde sur la sécurité interne (Internal Security Act) est plus contestée. Cette loi confère des pouvoirs illimités : droit de détention sans jugement, bannissements, censure, interdictions de rassemblement..., pouvoirs auxquels le régime a continué d'avoir recours en 1989 et 1990 comme le montre le tableau II (fin de l'article) [8].

Mais la répression informelle est bien plus grave pour l'avenir que ces mesures légales de maintien de l'ordre ; elle s'intensifie et crée un climat de "guerre civile" larvée. Assassinats, attentats et actes d'intimidation se multiplient. Les objectifs sont principalement les bureaux et les personnels d'organisations anti-apartheid. Les auteurs de ces attaques se rangent dans deux catégories : les Vigilantes et les Hit Squads. Les Vigilantes appartiennent au camp des collaborateurs de l'apartheid et constituent une composante de la "guerre contre-révolutionnaire" initiée par les technocrates de la répression et de la déstabilisation. Ils s'attaquent aux opposants du régime, brisent les boycottages ou les grèves et maintiennent un climat d'insécurité parmi les organisations d'opposition. L'une des opérations typiques des Vigilantes a permis la destruction des camps de squatters de Crossroad et de K'TC en quelques semaines, alors que les autorités ne parvenaient pas à déloger les K résidents illégaux ? depuis des années. La composition des Vigilantes est hétéroclite : collaborateurs, voyous, mercenaires, policiers municipaux... Leur action permet d'entretenir le mythe d'une violence chronique et incurable entre éléments de la communauté noire [9]. Les Hit Squads poursuivent les mêmes objectifs que les Vigilantes : élimination, intimidation, désinformation. Mais ces "escadrons de la mort" sont structurés, hiérarchisés, équipés

et informés. Ils bénéficient de la logistique des milieux qui les ont créés : la SADF et la SAP (police sud-africaine). Au sein de l'armée sud-africaine un service action opère depuis plus de dix ans. Le CCB (Civil Cooperation Bureau) aurait durant cette époque exécuté plusieurs opposants notoires, entraîné des groupes de choc d'Inkatha et mené des opérations de propagande autant en RSA qu'en Afrique et en Europe. Au sein de la police, la section C1 aurait été chargée d'opérations similaires. Au cours des dernières années, les Hit Squads auraient assassiné onze personnes en 1989 et une douzaine en 1990, fait disparaître cinq activistes, tenté cent soixante assassinats, mené plus de soixante-dix opérations d'intimidation et commis une trentaine d'infractions. L'action de ces Hit Squads a fait la une des médias sud-africains en 1990 puisqu'une commission d'enquête (Harms Commission) s'est penchée sur leurs activités après les révélations de plusieurs anciens membres de ces services. Cette publicisation, que l'on peut mettre au bénéfice de De Klerk, a en revanche augmenté le sentiment d'inquiétude et d'insécurité chez bon nombre de gens par le simple fait de leur rendre évidente la violence de la société sud-africaine [10].

L'existence de telles unités au sein des forces de sécurité sud-africaines ne constitue pas une situation exceptionnelle. Chaque conflit de moyenne intensité, chaque guerre contre-révolutionnaire a vu le déploiement de groupes similaires. De l'Algérie au Salvador, des Philippines à la RSA, des gouvernements ont utilisé les actions d'enlèvements, les assassinats, les attentats et la désinformation en les inscrivant dans le cadre légalisé d'un conflit reconnu. Cette répression est donc un acte de guerre. En Afrique du Sud, ces unités échappent cependant au contrôle des milieux qui ont décidé de leur création. Devenus autonomes financièrement et matériellement, pourvus en spécialistes, ces services ont repris pour leur compte la lutte contre les opposants malgré la politique d'apaisement initiée par le régime de De Klerk. Cette autonomisation des acteurs est pour beaucoup dans la prolongation actuelle des conflits. Ils sont dernière cette troisième force qu'a dénoncée l'ANC et dont le gouvernement a reconnu l'existence. En fait, puisque le combat que mènent les Hit Squads a dû être politisé pour conserver une finalité, leurs actions en arrivent à s'inscrire dans le cadre de la stratégie de la droite belliciste.

### *La montée de la droite belliciste*

Si les attaques perpétrées par l'extrême droite constituaient, en 1989, un pour cent des actes de terrorisme commis en RSA, on estime que ce chiffre a atteint vingt pour cent en 1990. Le mois de juillet a été

particulièrement violent avec une dizaine d'attaques au cours desquelles deux personnes ont trouvé la mort et trente-cinq ont été blessées. Cette recrudescence repose sur trois facteurs : la multiplication des groupuscules d'extrême droite [11], l'acquisition massive d'armement par les Blancs et les déclarations des chefs de la droite : Andries Treurnicht pour qui "la troisième guerre des Boers a commencé", Eugène Terreblanche qui a juré de "tuer tous les Noirs non civilisés" et Piet Rudolf, vice-président du Boerestaat Party et Robin des Bois afrikaner pour qui "il vaut mieux mourir glorieusement que de vivre dans la dégradation en acceptant l'autorité des Noirs". Preuves du soutien populaire dont bénéficient les groupes conservateurs, deux marches ont rassemblé respectivement trente mille et quatre-vingts mille personnes le 15 février et le 26 mai 1990 à Pretoria. En outre, toutes les élections partielles ont montré que le virage à droite, sans menacer irrémédiablement le parti nationaliste, donnait de plus en plus de poids aux exigences du parti conservateur pour un référendum qui permettrait de mesurer la volonté de la communauté blanche à renoncer à la politique de développement séparé. Plus inquiétante que le soutien grandissant du public blanc est l'implication des membres des forces de sécurité qui comprennent beaucoup mieux le discours de la droite que la nouvelle rhétorique du gouvernement. On estime que soixante pour cent des policiers blancs sont sympathisants ou membres d'organisations conservatrices. Les commandos ruraux de la SADF semblent également acquis aux visées de la droite, et l'état-major a décidé de retirer l'armement léger de certaines unités pour cette raison. Néanmoins, des vols d'armes commis en avril 1990 par des militants d'extrême droite n'ont pu être opérés qu'avec la complicité de personnels militaires. Enfin l'ancien chef des forces armées, le général Constantin Viljoen, occuperait une position occulte au sein de la droite.

### *La répression dans les homelands*

La menace d'un démantèlement futur des homelands et la hausse de la contestation ont également provoqué des flambées de violence dans la plupart des États autonomes (Gazankulu, Qwaqwa...) et libres (Ciskei, Venda et Bophuthatswana). La situation, au début de l'année 1990, a été critique, puisque l'agitation a touché le Venda, le Gazankulu et le Qwaqwa en février, le Ciskei et le Bophuthatswana en mars. Au Venda, la capitale Thohoyandou a été la scène de manifestations antigouvernementales qui ont coûté la vie à 19 personnes au cours des deuxième et troisième semaines de février. Au Bophuthatswana, la ville de Ga-Rankuwa a été en partie mise à sac le 7 mars par des émeutiers qui réclamaient la démission de L. Mangope

et le rattachement du homeland à la RSA. Au Ciskei, le régime de Lennox Sebe a été renversé le 4 mars par le général Gqozo. Le développement incontrôlé de la violence (vingt-sept morts) a même obligé la SDAF à intervenir. Les troubles qui ont agité les autres homelands ont également été motivés par l'incompétence des autorités locales, les rumeurs de corruption et le désir de réintégrer le cadre constitutionnel de la RSA. Pour l'ensemble des territoires indépendants ou autonomes, on estime que cent cinquante personnes ont trouvé la mort et que plus de 500 auraient été blessées. La répression se poursuit, principalement au Bophuthatswana où les partisans de l'ANC sont régulièrement intimidés et agressés. L'instabilité devrait, en outre, s'intensifier. Aux appels à la réunification s'ajoute la crise socio-économique qui frappe les homelands, où s'entassent des milliers de chômeurs.

### *Les conflits syndicaux*

Cette dégradation économique, plus visible au quotidien que la fin de l'apartheid, a relancé un des conflits les plus permanents de la RSA, celui autour du travail. Sur la scène sud-africaine, il semble impossible de parler de conflits syndicaux au figuré. Comme nous l'avons vu, le lieu de travail est une aire d'affrontement puisque de nombreux mouvements syndicaux débouchent sur des confrontations et des pertes en vies humaines. On a beaucoup parlé des rivalités entre centrales syndicales. Les relations entre le Cosatu (pro-ANC), la Nactu (pro-PAC) et l'Uwusa (pro-Inkatha) se sont détériorées. Des stratégies divergentes, des campagnes concurrentes de recrutement et l'affiliation idéologique constituent les ressorts potentiels pour de futurs affrontements. De plus, on assiste depuis juin 1990 à une escalade des "heurts tribaux" sur les lieux de travail. En octobre 1990, les responsables d'une mine de charbon du Natal ont dû rapatrier au Transkei tout leur personnel xhosa, après que des heurts entre Zoulous et Xhosas ont fait 10 morts. Mais l'essentiel reste les heurts entre employés et autorités. La grève à la Société nationale de transport (SATS) a coûté la vie à trente-deux travailleurs lors de bagarres entre grévistes et Vigilantes. A la fin de l'année 1990, quatre millions de journées de travail auront été perdues. Les revendications salariales sont à la base de soixante-quinze pour cent des conflits et de nombreux mouvements ont été lancés pour protester contre la nouvelle législation du travail (Labour Relation Act). Une fois de plus, la répression à la fois par la police et les sociétés privées de protection - a été importante et souvent, comme ce fut le cas à Welkom, le conflit syndical s'est étendu aux zones de résidence des ouvriers et a exacerbé les tensions socio-politiques [12].

## *La criminalité*

Le système répressif, malgré sa perpétuation, n'empêche plus l'expression de violences, a priori plus anomiques, internes à la société. La criminalité, liée à des causes économiques, est aussi placée sous le signe d'une "politisation par le bas", d'une révolte des jeunes Noirs, des exclus..., qui va au-delà des luttes syndicales.

Symptomatique d'une société en transition, cette criminalité a dramatiquement augmenté. Alors que les autorités tentent d'éviter un effondrement de l'ordre, que l'agitation politique est vive et que la récession économique touche surtout les Noirs, les statistiques font apparaître un accroissement, entre 1989 et 1990, des attaques à main armée (+ 18 %), des meurtres (+ 11 %), des viols (+ 22 %), des faits de violence sur la voie publique (+ 131 %), des attaques sur des personnes âgées (+ 100 %)... Une tendance inquiétante réside dans l'apparition et l'utilisation d'armes de guerre : AK 47 et pistolets russes, R1 sud-africains..., matériels entreposés par les mouvements de libération et récupérés par la pègre ou d'anciens maquisards. Cette explosion de violence criminelle a poussé les Blancs à s'armer et à s'assurer des services de sociétés de protection. L'industrie de la sécurité connaît une croissance exceptionnelle. Quelque deux cent mille gardes privés épaulent donc la SAP Mais aucune mesure préventive ou répressive ne pourra réduire la criminalité dont les causes sont intimement liées au système de développement séparé. On a affaire à une criminalité nihiliste née d'un refus du système et de l'incompétence des structures socio-économiques à satisfaire l'attente des jeunes Noirs. Chômage, paupérisme, violence ambiante et analphabétisme constituent donc des maux que le premier gouvernement de la future RSA devra impérieusement s'efforcer de réduire. Le parallèle avec la perestroïka va plus loin qu'on ne le pense. La désintégration du tissu social provoque la résurgence d'identités contradictoires, qui cherchent à s'exclure selon des lignes de clivages idéologiques mais aussi ethniques [13].

### **Vers une guerre tribale ?**

Depuis 1987, les Zoulous du Natal s'entre-déchirent. Partisans du chef Buthelezi et supporters des autorités du Kwazulu d'un côté et militants de l'alliance UDF/Cosatu/ANC s'affrontent dans les zones semi-urbaines qui entourent Pietermaritzburg et Durban. Plus de quatre mille personnes ont trouvé la mort depuis que l'UDF a décidé de s'implanter dans le fief du chef Buthelezi. Grâce à une intense pénétration syndicale et à la formation d'associations communautaires, l'UDF a pu s'assurer d'un réel soutien parmi les Zoulous de l'axe

Durban-Pietermaritzburg [14]. L'intégrité politique et culturelle de la nation zoulou a été, selon Buthelezi, menacée par des agitateurs xhosas, commandités par l'ANC. D'escarmouches verbales, on est passé à l'intimidation puis à la sauvagerie. Le bilan est lourd : les War Lords (seigneurs de la guerre) d'Inkatha, soutenus par la police du Kwazulu et même la SAP, ont entrepris une campagne d'annihilation. Les massacres et les destructions se sont succédé, jusqu'au déploiement d'unités de la SADF, dont le fameux 32ème bataillon. Là où la mauvaise volonté de Buthelezi et l'incompétence des cadres de l'ANC n'avaient donné que de maigres résultats au regard de la pacification, le quadrillage et les fouilles systématiques par des éléments "Neutres" ont permis de réduire et la fréquence et l'ampleur des batailles... Un bilan sommaire donne l'avantage à Inkatha qui bénéficie d'un soutien logistique indéniable de la part de l'administration du Kwazulu et de certains milieux du régime. Les forces de sécurité considèrent en effet que Buthelezi est le seul homme d'État noir qui puisse, par sa personnalité et le soutien dont il bénéficie, contrer l'ANC. Il est vrai que, depuis 1979, Buthelezi a systématiquement critiqué les décisions de l'ANC et s'est élevé contre la lutte armée et l'imposition de sanctions. La tragédie du Natal a trouvé une nouvelle aire d'expression, à partir de juillet 1990. Le 15 juin, Inkatha a cessé d'être une organisation culturelle pour devenir un parti politique (Inkatha Freedom Party). Le mouvement a entrepris une extension de sa sphère d'influence. Hors du Natal, la présence zoulou est importante sur le Reef - la région de Johannesburg avec sa ceinture de townships. Mineurs et ouvriers zoulous sont regroupés dans des résidences réservées (les Hostels) à l'intérieur des townships. Pour ces hommes - célibataires ou dont les familles veillent sur le patrimoine familial au Natal - la vie est dure. Les conditions de logement dans les Hostels sont ignobles ; les résidents du township sont souvent hostiles ; l'alcoolisme et la prostitution y constituent de sérieux problèmes. Les recruteurs d'Inkatha ont rapidement noyauté les Hostels ; embrigadant les uns et exacerbant les frustrations des autres. En quelques semaines, il a été possible à des hommes vénéus du Natal d'organiser de véritables Impies (troupes de choc créées par le roi Shaka) et de transférer clandestinement de l'armement.

Alors que ses troupes de choc étaient préparées, Inkatha tentait de forcer l'ANC à le reconnaître politiquement. Une rencontre Mandela-Buthelezi ne parvenait pas à être négociée et les responsables de l'ANC poursuivaient leur campagne de discrédit d'Inkatha et de son chef. Pour forcer une reconnaissance même implicite, Inkatha en était réduit, fin juillet, à provoquer l'affrontement. En un mois, huit cents personnes trouveront la mort sur le Reef [15].

Le scénario était toujours le même : les agitateurs d'Inkatha lançaient un Impie sur un township puis disparaissaient. Pour les Zoulous des Hostels concernés, il fallait continuer à se battre car les résidents contre-attaquaient et tentaient de se venger. Alors qu'un township s'enflammait, la cellule d'agitateurs lançait une manoeuvre identique dans le township voisin. En quelques jours, les combats avaient pris des proportions de guerre tribale : Zoulous et Xhosas s'affrontaient partout. Les armes à feu faisaient leur apparition et les attaques aveugles sur les gares, les arrêts de bus et dans les trains se multipliaient. L'ANC n'a cependant pas modifié sa position et n'a ni reconnu Inkatha ni tenté de lui faire porter la responsabilité des affrontements. L'ANC a dénoncé l'incompétence de la police, accusé l'extrême droite et émis l'hypothèse plausible (cf. plus haut) - d'une troisième force qui tenterait de diviser la communauté noire et d'exacerber la rivalité entre les deux mouvements nationalistes africains [16].

Quoi qu'il en soit, l'organisation de Nelson Mandela entend bien rester l'unique représentant des Noirs et prévenir toute manoeuvre d'Inkatha pour s'assurer le rôle d'interlocuteur privilégié du gouvernement blanc. Pour Buthelezi, l'enjeu est de taille. C'est sa survie politique qui se joue. Puisque le Kwazulu va être irrémédiablement démantelé, Inkatha doit devenir l'outil qui assurera au prince zoulou la perpétuation de son rôle politique et sa participation à un futur gouvernement. La dissolution des homelands et l'imminence d'élections générales pourraient mettre à feu des charges destructrices. La vague de violence risque bien de n'être qu'une "drôle de guerre" au regard de la suivante. Pour l'instant, les adversaires s'observent, se testent ; les stratégies sont établies ; l'attente de l'heure propice a commencé.

L'accélération du processus de démantèlement de l'apartheid, loin d'apporter la stabilité, va donc certainement rendre encore plus imminente la possibilité d'affrontements dont les paramètres sont loin d'avoir tous été établis mais dont certains nous sont connus. Ainsi, la course pour le pouvoir post-apartheid est engagée entre les mouvements noirs qui n'hésiteront pas à recourir aux arguments tribaux pour justifier un conflit aussi idéologique qu'intercommunautaire. L'alliance actuelle entre syndicats et mouvements de libération est fragile et des tensions sont à craindre. Au militantisme des Noirs s'ajoute la question de la "génération perdue" qui posera au futur régime les mêmes problèmes qu'à l'heure actuelle. L'exigence immédiate d'un bien-être matériel illimité et durable bloquera-t-il l'insertion de cette génération ? De plus, le régime blanc entend préserver son "ordre" : stabilité des institutions et

maintien de la prédominance socio-culturelle blanche. Sur le même plan, l'inquiétude des Blancs est fondamentale ; canalisée et régulée, elle servira les desseins des forces conservatrices. Enfin, le pays aura bien du mal à se débarrasser de sa "culture de siège" et de son économie de guerre. La prospérité de certains groupes dépend de la préservation de "l'État de garnison" et de la pérennité de la violence.

### **Les héritiers de la violence**

Alors que le conflit régional perd en intensité et que les luttes de libération ont été suspendues en RSA [17], on assiste donc à une prolongation de la violence en Afrique australe. Les mouvements anticomunistes créés par l'Afrique du Sud poursuivent leur lutte au Mozambique et en Angola, alors qu'en RSA émerge une conflictualité multiforme. Les tensions inhérentes à la décolonisation se conjuguent aux efforts du régime blanc qui entend maintenir l'ordre établi, quitte à recourir à la répression ou à accepter une forme mineure de déstabilisation par la droite et les escadrons de la mort. En termes statistiques, les pertes en vies humaines sont supérieures depuis la pacification des conflits traditionnels. (Voir tableau III.)

Les perspectives sont en outre peu encourageantes. Un règlement rapide des nouvelles formes de violence est improbable et certaines confrontations en sont encore à un stade initial. Alors que la résolution du scandale de l'apartheid semble proche, les nouvelles tendances polémogènes ne laissent donc pas entrevoir de règlement total de la "question sud-africaine". Déjà, les principaux acteurs révisent leurs discours traditionnels et reformulent leur rhétorique de l'agression. Le régime a abandonné sa croisade contre la barbarie marxiste et envisage de lutter contre tous ceux qui refusent la nouvelle Afrique du Sud. L'ANC devrait bientôt en finir avec la "lutte contre le régime raciste de Pretoria", mais déjà la rhétorique du mouvement mentionne "de nouveaux défis à relever", "des agresseurs à contrer" et "des ennemis du peuple à dénoncer". Tous les Sud-Africains sont devenus les héritiers de la violence. Même s'ils tentent de refuser ce legs, leur psychologie risque de témoigner encore longtemps des traumatismes de trente ans de lutte. On est bien loin d'un RAS en RSA.

---

### TABLEAU I

1989

14 août démission de PW Botha

6 septembre dernières élections générales pour les Blancs

13-16 septembre premières marches légales de protestation en 4 ans

15 octobre libération de sept prisonniers politiques

16 novembre ouverture des plages à toutes les races

13 décembre rencontre Mandela-De Klerh

1990

2 février légalisation de l'ANC, du PAC et du SACP

11 février libération de Mandela

21 mars indépendance de la Namibie

2 avril annonce d'une prochaine amnistie

4 mai premiers pourparlers entre l'ANC et le régime

18 mai la loi sur l'amnistie est passée

7 juin levée de l'état d'urgence sauf au Natal

16 juin célébrations légales des émeutes de Soweto (1976)

29 juillet lancement du parti communiste

6 août l'ANC renonce à la lutte armée. Entretiens de Pretoria

15 octobre abrogation du Separate Amnisties Act

18 octobre levée de l'état d'urgence au Natal

## TABLEAU II

État d'urgence levée le 7 juin 1990 et prolongé jusqu'au 18 octobre au Natal

Zones de troubles 9 townships déclarés zones de troubles en septembre 1990

Détentions 938 pour les 6 premiers mois de 1990

Restrictions 600 personnes sont encore touchées

Condamnés à mort 323 en attente d'exécution

Limitations UDF et NUSAS ne peuvent recevoir de fonds de l'étranger

Déportations 172 pour 1988-1989

Refus de passeport 169 en 1989

Tués 3500 (estimation) pour 1990

Tués par la police 500 en 1990

Blessés 10 000 (estimation)

Censure La revue New African est en instance d'interdiction.

Nombreuses arrestations de journalistes.

Marches interdites 110 pour 1990

Procès politiques 190 pour 1990

#### TABLEAU III

1986 : 1300 morts

1987 : 1300 morts

1988 : 1500 morts

1989 : 2500 morts

1990 : 3500 morts

Journaliste, correspondant à Johannesburg.

---

[1] Sur la politique extérieure de la RSA de 1945 ? 1988, on lira l'ouvrage de James Barber et John Barrat, *South Africa's foreign policy* Cambridge University Press, 1990.

[2] La conclusion du conflit favoriserait les desseins de Pretoria pour qui l'Angola doit devenir un partenaire commercial et un marché prospère.

[3] Voir Christian Geffray, *La cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Karthala, 1990.

[4] Interview avec l'auteur 4 octobre 1990.

[5] Les coupes dans les contrats d'armement et le ralentissement des programmes de recherche mettent en péril 50.000 emplois d'ici à 1993 selon les analystes d'Armscor (le Star JHB, 5 déc. 1990).

[6] Voir le n° 25 de *Politique Africaine*, Afrique du Sud ambiguë, mars 1987. Voir Philippe Chapleau, *Études Polémologiques*, n° 36 et n° 51.

[7] Seulement, pour les chefs des homelands, en particulier Lucas Mangope et Mangosuthu Buthelezi, et malgré les manoeuvres apaisantes de De Klerk, il est clair que de pouvoir qu'ils détiennent est en péril.

[8] Voir en particulier la publication de la Human Rights Commission, *Anatomy of Repression*, dec. 1989.

[9] Voir plus loin Vers une guerre tribale ?

[10] Voir Patrick Laurence, *Death Squads : Apartheid's Secret Weapon*, Penguin Forum Series, 1990. L'auteur y fait l'historique des Escadrons de la mort et articule sa thèse autour des travaux de David Websler assassiné le 1er mai 1989 par un Hit Squad.

[11] On estime que les groupes paramilitaires de l'extrême droite rassemble de 15 000 à 40.000 personnes.

[12] On lira à ce sujet le numéro de *Special Dispatch* (vol. III n° 9) consacré aux syndicats et intitulé *Labour Pains*.

[13] Sur la criminalité, on lira *People and violence in South Africa*, sous la direction de Brian Mc Kendrick, Oxford University Press, Le Cap, 1990.

[14] Voir Mathew Kentridge, *An Unofficial War*, David Philip éditeur, Le Cap, 1990.

[15] Bien qu'ayant perdu en intensité, les affrontements se poursuivent. Ainsi, le 2 décembre 1990, 77 personnes ont trouvé la mort à l'est de Johannesburg.

[16] D'autres affrontements, il faut le préciser, opposent l'ANC au PAC ou à l'Azapao. Mais les pertes en vies humaines sont nettement plus faibles.

[17] L'ANC a renoncé à la lutte armée le 6 août 1990. Le PAC reste commis au combat de libération, mais les activités de son aile armée sont inexistantes.